

## **Discours de S.E. Alexander Laskaris à l'occasion de la Journée internationale Zéro Tolérance contre l'Excision**

Mesdames et messieurs, bonjour et merci d'inclure les États-Unis dans l'importante discussion d'aujourd'hui.

Nous sommes honorés d'être en partenariat avec le Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine, l'UNICEF, le FNUAP et un large éventail d'organisations de la société civile guinéenne dans la lutte contre l'excision.

De manière plus importante encore, nous sommes honorés de faire partie d'un dialogue à la fois interne et international avec le gouvernement et le peuple de Guinée qui traite de cette question cruciale ici et partout dans le monde.

Ensemble, notre travail sur cette question envoie plusieurs messages essentiels:

- Les droits des femmes et les droits des filles sont des droits humains;
- L'excision est une violation de ces droits; c'est un acte de violence contre les femmes, et cela constitue un risque grave pour la santé physique et mentale des personnes touchées;
- Nous ne pouvons avoir qu'un seul objectif commun, une norme commune quand il s'agit de cette pratique ... son éradication complète dans tous les pays, toutes les sociétés et toutes les cultures dans le monde.

Notre position est claire et simple.

L'excision doit être interdite par les parlements;

Elle doit être poursuivie par les systèmes de justice;

Elle doit être dénoncée par les chefs religieux et coutumiers;

Elle doit être combattue par les organisations de la société civile;

Elle doit être critiquée par les hommes, et elle doit être rendue impensable par les femmes;

Parler de l'excision devrait cesser d'être un tabou; plutôt effectuer cet acte violent sur les femmes et les filles doit devenir le tabou dans la famille, dans la communauté et dans la culture.

Interdire l'excision et poursuivre ceux qui soumettent les femmes et les filles à cette procédure cruelle et dangereuse est une première étape nécessaire, mais bien que nécessaire, c'est également insuffisant.

Une interdiction légale - dans mon pays ou dans le vôtre - ne marchera que si cette loi civile reflète les valeurs de la culture. Le ministre ou le député doit s'opposer à cette pratique au niveau du Palais du Peuple, mais nous avons besoin d'atteindre les sages, les chefs religieux, les guérisseurs traditionnels, les matrones, les marabouts, les matriarches et patriarches ... la ville et le village doivent venir ensemble dans une croyance commune, une valeur commune qu'ils veulent éradiquer cette pratique une fois pour toutes de la Guinée.

Mettre fin à l'excision signifie investir dans les efforts communautaires et holistiques visant à modifier le comportement à l'intérieur de la culture Guinéenne, que ce soit en ville ou au village.

C'est pourquoi nous travaillons en partenariat avec le Gouvernement de Guinée, l'UNICEF, le FNUAP et d'autres, dans une campagne pour atteindre quelque 65.000 femmes et filles dans des centaines de villages en Guinée au cours de la prochaine année. Nous demandons à tous les guinéens de se joindre à cette campagne.